

ENTRETIEN AVEC**Laurent Mucchielli, directeur de recherches au CNRS****« Les quartiers pauvres sont ignorés »**

Dans un entretien à « La Gazette », le sociologue Laurent Mucchielli livre son analyse critique du plan gouvernemental *Espoir banlieues* et dénonce « la frénésie sécuritaire » des pouvoirs publics.

LE CONTEXTE

■ **Trois mois après sa présentation officielle, le plan *Espoir banlieues* est mis progressivement en œuvre. Un comité interministériel des villes devrait se réunir au mois de juin. Des interrogations subsistent sur le financement des mesures annoncées.**

Après les violences de l'automne 2005 et, plus récemment, les émeutes de Villiers-le-Bel, la situation semble toujours aussi fragile dans les quartiers. Qu'attendez-vous du plan *Espoir banlieues*, présenté par le président de la République et la secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville, Fadela Amara ?

Parlons franchement : ce que l'on appelle « les banlieues », c'est-à-dire les quartiers pauvres, ne constituent pas une priorité du gouvernement, ni philosophiquement ni du point de vue budgétaire. Je n'attends donc pas grand-chose. Mais il faudra, bien entendu, juger sur pièces. Dans les quartiers, les habitants sont partagés entre l'attente et la résignation, et ils demeurent le plus souvent silencieux. Voyez l'abstention électorale. Le problème est l'absence de représentation et de médiation politiques. Quelle force politique représente et défend aujourd'hui les habitants

des quartiers populaires, surtout ceux dits « issus de l'immigration » ? Et quelle place – c'est-à-dire quel pouvoir – est laissée à celles et ceux qui pourraient y prétendre ?

Quelles sont vos préconisations ?

L'on se préoccupe de la population des grands ensembles et l'on commande des études depuis les années 70. Alors, qu'il s'agisse des problèmes de logement, d'emploi, d'échec scolaire, de transport ou de relation avec la police, les diagnostics sont plus qu'établis. L'enjeu ne réside plus là. La seule question de fond est celle de savoir si l'on veut retenter quelque chose d'ambitieux pour ces quartiers, afin d'enrayer véritablement le processus de ghettoïsation, ou bien si l'on se contente

une fois encore de limiter la casse dans le seul cadre de la politique de la ville.

L'accès à l'emploi et la réussite éducative, par exemple, figurent parmi les priorités du plan. Quelles sont vos pistes de réflexion dans ce domaine ?

La « réussite éducative » est un joli mot, mais l'échec scolaire est un vieux problème. Pour être réellement combattu, il supposerait, à mon sens, que l'on ait le courage d'admettre que le système scolaire, notre fameuse école républicaine, ne remplit pas son objectif parce qu'il repose, à la base, sur un mythe : celui que les enfants seraient des sortes de pâtes à modeler à qui l'on donnerait de façon égalitaire les mêmes chances de réussir.

La réalité est que les enfants et leurs familles n'arrivent pas égaux à l'école, et que les échecs scolaires qui se manifesteront dans toute leur violence au collège se préparent dès la fin de la maternelle et au CP, dans les échecs de l'apprentissage des fondamentaux (lecture, écriture, calcul). Par conséquent, si l'on veut prétendre donner les mêmes chances à tout le monde, il faut exercer beaucoup plus de discrimination positive, donner réellement plus à ceux qui ont réellement moins, et le faire au point de départ, à l'entrée dans le système.

Si l'on veut prétendre donner les mêmes chances à tout le monde, il faut exercer beaucoup plus de discrimination positive, donner plus à ceux qui ont réellement moins.



On y perdrait beaucoup moins d'énergie et il n'est pas dit que cela coûterait plus cher que d'attendre que les problèmes soient enkystés pour tenter d'atténuer les dégâts.

Vous êtes partisan du retour de la police de proximité. Vous réjouissez-vous de la décision du ministre de l'Intérieur de créer des unités territoriales de quartier, dont la vocation est de créer un contact avec les habitants ?

Je ne voudrais pas paraître rabat-joie, mais je ne peux pas me réjouir d'une simple pétition de principe. L'urgence et le courage seraient de reconnaître l'incapacité actuelle de l'institution policière à théoriser le fait qu'elle est plurielle : il faut une police judiciaire, une police de renseignement, une police de



F. CALCAVECHIA

maintien de l'ordre et une police de proximité – que l'on nomme « police communautaire » dans les autres pays. Nous disposons des trois premières; manque la dernière qui, pourtant, détermine aussi les performances des autres – car la proximité permet d'obtenir beaucoup plus d'informations de la part de la population. Certains le refusent obstinément et tentent de faire croire que c'est une police d'éducateurs qui jouent au foot avec les jeunes. Ceci est faux. Une police de proximité est avant tout insérée durablement dans la communauté locale, avec pour mission d'aider à résoudre les divers problèmes qu'on lui signale ou qu'elle découvre, y compris ceux liés à la délinquance et, le cas échéant, pour procéder à des interpellations.

BIO-EXPRESS

- Historien et sociologue, spécialiste de la délinquance et du crime
- Directeur de recherches au CNRS, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip)
- Médaillé de bronze du CNRS
- Fondateur et directeur de la « Revue d'histoire des sciences humaines »
- Administrateur de l'Association française de sociologie
- Enseignant à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines

Tout réside dans l'attitude et, au fond, dans la notion de service public, mais cela implique une petite révolution dans la culture professionnelle, la formation et le mana-

gement. Actuellement, la police est un corps coupé de la population et qui n'intervient que pour effectuer un travail répressif, de plus en plus souvent à l'aveugle. La situation catastrophique des relations avec la population dans les quartiers pauvres en est le miroir grossissant. J'ajouterai même que, en dehors des grandes villes, la gendarmerie, qui était en fait une police de proximité, est en train de s'aligner sur la police nationale et de perdre à son tour le contact avec la population.

Dans un ouvrage collectif que vous venez de publier, « La frénésie sécuritaire » (*), vous vous inquiétez de l'empilement des lois répressives, de la « chasse aux étrangers » ou encore de la montée en puissance des technologies de surveillance. Pourtant, le thème de la sécurité semble avoir disparu de la dernière campagne des municipales. Comment l'expliquez-vous ?

D'abord, les élus ont hérité de la loi du 5 mars 2007, dite de « prévention de la délinquance », leur donnant des prérogatives nouvelles qui semblent les embarrasser plus qu'autre chose. Ensuite, les sondages d'opinion indiquent que la priorité des Français n'est plus la sécurité. Il n'en reste pas moins que, pendant que l'on parle de pouvoir d'achat et d'emploi, se déroule une véritable chasse aux étrangers qui écoeure parfois les policiers et les gendarmes eux-mêmes. Et puis, les lois et les décrets qui sont adoptés année après année organisent une société de plus en plus sécuritaire, du moins pour autant que l'Etat ait les moyens de ses prétentions.

Quel message adressez-vous aux élus locaux, de droite comme de gauche, qui multiplient les dispositifs de sécurité pour pallier, disent-ils, les carences de l'Etat ?

Je leur dirais d'abord qu'ils ont raison de se préoccuper de ces ques-

tions, car l'Etat n'a jamais pu et ne pourra jamais tout régler. Je ne suis pas choqué, par exemple, du développement des polices municipales. A condition, toutefois, qu'on les dote d'une doctrine d'emploi claire et distincte et qu'on leur interdise une fois pour toutes ces armes à feu dont ils n'ont pas l'usage. Ces dernières flattent inutilement ceux, minoritaires, qui se prennent pour des « cow-boys » et entretiennent la confusion sur leur mission et celle des autres polices.

Mais je leur dirais aussi que s'il faut s'occuper de la sécurité, ce n'est pas une raison pour improviser et suivre naïvement les modes. Je pense en particulier à la vidéosurveillance que l'Etat et les sociétés qui la commercialisent présentent comme une sorte de remède miracle, assurant à la fois prévention, dissuasion et répression. Et qui ne coûterait pas si cher. Au risque de choquer, je me demande si l'on ne flirte pas ici avec l'escroquerie générale ! En réalité, on recommande la généralisation d'une technique sans l'avoir évaluée et contre l'avis des rares spécialistes qui en relativisent beaucoup l'impact, du moins sur la voie publique.

En outre, les caméras ne servent à rien si l'on n'embauche pas de personnel pour regarder les écrans. Cela coûte donc très cher. Et comme l'on travaille à budget constant, l'argent investi ici est forcément pris ailleurs. Le comble de la dés-humanisation est atteint lorsque l'on ne renouvelle pas le contrat de surveillants d'école, médiateurs et autres acteurs du lien social, pour les remplacer par des machines et des surveillants de machines.

Propos recueillis par Hervé Jouanneau

(*) Laurent Mucchielli a publié récemment : « Gendarmes et voleurs. De l'évolution de la délinquance aux défis du métier », L'Harmattan, 2007 ; « Les Bandes de jeunes, des Blousons noirs à nos jours », La Découverte, 2007 ; « La Frénésie sécuritaire. Retour à l'ordre et nouveau contrôle social », La Découverte, 2008.